

Les résultats des grandes banques internationales en 2004 et au premier semestre 2005

Corinne DAUCHY, Catherine GOUTEROUX

Secrétariat général de la Commission bancaire

Direction de la Surveillance générale du système bancaire

Service des Études bancaires

En 2004, la confirmation de la reprise économique mondiale a eu un impact positif sur les résultats des principaux groupes bancaires des grands pays industriels.

En effet, les groupes sous revue (cf. méthodologie en annexe 2) ont globalement enregistré une amélioration du produit net bancaire, après avoir affiché un recul en 2003. D'une manière générale, les produits nets d'intermédiation ont moins augmenté que les autres revenus (commissions nettes, revenus tirés des activités de négociation sur les marchés), en raison principalement d'un rétrécissement des marges d'intérêt. Compte tenu de la poursuite de la maîtrise des charges d'exploitation, le résultat brut d'exploitation et le coefficient net d'exploitation ont également connu une évolution favorable.

Pour sa part, le coût du risque de crédit a enregistré une nouvelle baisse significative, en liaison avec l'apaisement des crises financières concernant de grands groupes industriels ou des économies émergentes, la poursuite du processus de désendettement des entreprises et la bonne tenue de leurs perspectives de croissance.

Au final, le résultat net de l'ensemble des groupes bancaires de l'échantillon s'est accru de 33 %. Le niveau de rentabilité des établissements sous revue a enregistré une hausse très significative, progression dont le caractère soutenable est cependant sujet à caution. En effet, l'augmentation des revenus liés aux activités d'intermédiation est plus imputable aux forts volumes de crédit accordés qu'aux marges très étroites actuellement pratiquées. De plus, la baisse du provisionnement pour le risque de crédit spécifique, après avoir sensiblement contribué aux résultats des grands groupes en 2004, semble maintenant atteindre ses limites. Par ailleurs, après une période continue de renforcement, la solvabilité des établissements, telle que mesurée par l'évolution de leur ratio Tier one, connaît à présent une stagnation. Ceci est d'autant plus notable que la hausse de la rentabilité des grands groupes leur fournit globalement la capacité de consolider leur structure financière. Au total, la vulnérabilité des banques européennes à une dégradation brutale de la qualité de crédit ou à un resserrement rapide des conditions de liquidité sur les marchés monétaires pourrait s'en trouver accrue.

Dans un contexte économique toujours dynamique, des rapprochements entre grandes banques ont entraîné une concentration supplémentaire au sein de plusieurs systèmes bancaires. Les opérations transfrontalières en Europe se sont accélérées et les stratégies d'acquisitions ciblées sur des marchés porteurs ont continué à se développer (cf. annexe 1).

Au premier semestre 2005, le passage aux normes IFRS, obligatoire pour les groupes cotés dans l'Union européenne, rend l'analyse des comptes délicate. Cependant, la tendance sous-jacente à la bonne tenue des résultats demeure, même si le contexte économique se fragilise et rend nécessaire une vigilance accrue des acteurs bancaires face à l'accroissement potentiel des risques.

Mots clés : concentration bancaire, opérations transfrontalières, produit net bancaire, produit net d'intermédiation, charges d'exploitation, coefficient net d'exploitation, coût du risque de crédit, opérations sur immobilisations financières, résultat net, coefficient de rentabilité

Codes JEL : Gn, Rn

I | La rentabilité s'est améliorée en 2004, grâce à une activité dynamique et à la baisse du coût du risque

Même si les grands pays industriels ont connu des évolutions hétérogènes, le contexte de forte croissance de l'économie mondiale, entraînant en particulier la poursuite de la baisse des défaillances d'entreprises, a été favorable à l'activité des grandes banques internationales en 2004.

Par ailleurs, si les marchés boursiers ont modérément progressé, les marchés financiers internationaux ont été marqués par la persistance du niveau très bas des taux d'intérêt, accompagné d'une liquidité abondante sur la plupart des segments.

I | I Après avoir baissé en 2003, le produit net bancaire global s'est accru

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit.

En 2004, le *produit net bancaire* (PNB) de l'ensemble des banques de l'échantillon ¹ a atteint 669 milliards d'euros, en augmentation de 5,5 %, après avoir enregistré une baisse de 1,6 % en 2003. Le *produit net d'intermédiation* (PNI) s'est inscrit en hausse plus modérée, de 2,6 %, à 324 milliards d'euros, la progression des volumes étant contrebalancée par le faible niveau des taux d'intérêt. En revanche, la *marge d'intérêt*, définie comme les revenus nets d'intérêt sur l'actif productif moyen, s'est dégradée dans tous les pays. Les autres revenus nets ont augmenté globalement de 8,4 %, les *commissions* enregistrant une progression significative, alors que les *revenus tirés des opérations de négociation* ne se sont accrus que de 2 %.

¹ Cf. méthodologie en annexe 2

Produit net bancaire cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2003 (a)	2004 (a)	Taux de croissance (b)
Allemagne	47,8	47,5	- 0,8
Benelux	67,8	67,5	- 0,5
Espagne	33,6	36,1	7,7
États-Unis	173,4	186,9	18,5
France	56,2	63,4	12,9
Italie	34,8	34,1	- 1,9
Japon	70,9	63,3	- 8,4
Royaume-Uni	106,7	122,4	12,6
Suisse	43,1	47,9	13,0
Total	634,3	669,1	5,5

(a) Sur la base des données exprimées en monnaies nationales converties au cours moyen de l'année, et exprimées en milliards d'euros

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Sources : Bankscope, Secrétariat général de la Commission bancaire

Cependant, des différences significatives peuvent apparaître entre les pays et entre les groupes, compte tenu de l'environnement économique national, des orientations des activités et de l'incidence des effets de périmètre et de change.

La hausse la plus forte du PNB a été enregistrée par les grandes banques des États-Unis (18,5 %). Outre un effet significatif de périmètre lié aux importantes opérations de rapprochement, cette évolution s'explique par un contexte économique et financier très favorable à l'ensemble des métiers, en dépit d'un certain recul des prêts hypothécaires. Le PNI s'est accru de 18,8 %, les autres produits progressant à un rythme sensiblement égal.

Les banques suisses, britanniques et françaises présentent des taux de progression proches (entre 12,6 % et 13,0 %). Le PNB des banques suisses a augmenté de 13,0 %, en liaison avec un fort accroissement des activités prédominantes (gestion d'actifs, banque privée et banque d'investissement), renforcé par des effets de périmètre. Les commissions nettes, qui représentent les deux tiers du PNB, et les revenus tirés de la négociation ont enregistré des hausses respectives de 9 % et 33 %.

Pour leur part, les banques britanniques ont bénéficié d'un environnement économique toujours favorable entraînant une demande accrue de crédit. Le PNB

a augmenté de 12,6 %, compte tenu d'un effet de périmètre. Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, le PNI a enregistré une progression de 8 %. Les commissions et les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de, respectivement, 11 % et 10 %.

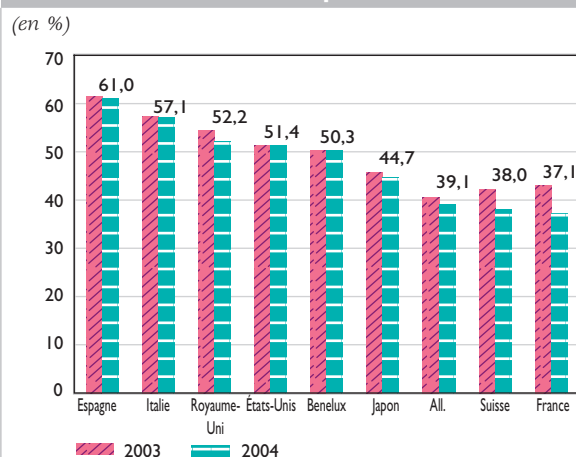
En France, le PNB s'est accru de 13 %, compte tenu en particulier d'effets de périmètre significatifs pour deux groupes. La demande de crédit est restée soutenue, en liaison notamment avec le financement de l'habitat des particuliers, mais aussi de l'activité à l'étranger de plusieurs groupes. Néanmoins, dans un contexte de concurrence très vive, le PNI s'est inscrit en recul de 2,7 %. En revanche, les commissions nettes et les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de plus de 20 % avec, toutefois, des évolutions disparates selon les groupes.

Les banques espagnoles ont continué de bénéficier d'un environnement économique favorable tant sur leur marché domestique qu'en Amérique latine. Le PNB a augmenté de 7,7 %. Le PNI a progressé à un rythme similaire (7,1 %), en raison principalement de la demande de crédit soutenue des particuliers. Les commissions nettes ont progressé de 8,3 %.

Les banques italiennes, allemandes et du Benelux ont continué de subir un environnement économique national plus morose. En Italie, le PNB a diminué de 1,9 %. Le PNI a enregistré un recul un peu plus marqué (- 2,2 %). En revanche, les commissions nettes (38 % du PNB) ont progressé de près de 3 %. En Allemagne, si tous les secteurs d'activité ont pâti du contexte économique, un redressement est toutefois intervenu. Le PNB a reculé de 0,8 %, après - 3,5 % pour l'exercice 2003, et le PNI s'est inscrit en retrait de 4,5 %, après - 10,0 % en 2003. Par ailleurs, les autres revenus, représentant 61,0 % du PNB, se sont globalement accrus de 1,8 %.

Enfin, en dépit d'une reprise de la croissance, le PNB global des grandes banques japonaises (sur l'exercice mars 2004-mars 2005) s'est inscrit en recul de 8,4 %. Le PNI s'est réduit de plus de 10 %, compte tenu de marges très serrées liées au niveau très bas des taux d'intérêt et d'une concurrence accrue, ainsi que d'un phénomène de désintermédiation touchant de nombreuses entreprises (autofinancement, refinancement de marché). Pour leur part, les autres revenus (55 % du PNB) ont diminué de près de 7 %.

Graphique I Part du produit net d'intermédiation dans le produit net bancaire



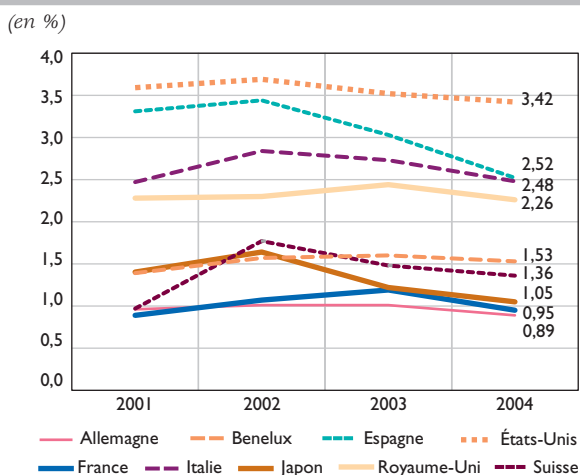
Source : Bankscope

L'analyse de la marge d'intérêt permet de distinguer trois groupes de pays. La marge se situe à un niveau élevé aux États-Unis, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni, tout en affichant une légère dégradation au cours de la période sous revue. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt par les autorités monétaires, cette baisse atteint, respectivement, 0,10 et 0,18 point. Les détériorations sont plus fortes en Italie (- 0,25 point) et surtout en Espagne (- 0,51 point).

En Suisse et au Benelux, la marge d'intérêt a subi un resserrement modéré (respectivement - 0,12 et 0,07 point), mais se situe à des valeurs plus basses (1,36 % et 1,53 %).

Dans le dernier groupe de pays (France, Japon et Allemagne), la dégradation, même contenue (respectivement - 0,24, - 0,17 et - 0,12 point), a porté la marge en dessous de 1 % en France (0,95 %) et surtout en Allemagne (0,89 %).

Graphique 2 Marge d'intérêt



Source : Bankscope

Résultat brut d'exploitation cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2003 (a)	2004 (a)	Taux de croissance (b)
Allemagne	10,9	12,2	12,1
Benelux	21,3	22,9	7,6
Espagne	15,7	17,9	14,0
États-Unis	71,4	66,7	2,7
France	18,0	20,5	14,1
Italie	12,3	12,2	0,0
Japon	31,4	30,1	- 1,8
Royaume-Uni	46,8	53,4	11,8
Suisse	8,4	12,3	49,7
Total	263,2	248,2	5,1

(a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Sources : Bankscope, Secrétariat général de la Commission bancaire

I | 2 La maîtrise des charges d'exploitation s'est poursuivie

Dans les pays où le PNB global a reculé, les banques ont, dans le même temps, poursuivi la réduction de leurs coûts d'exploitation, le plus souvent dans le cadre de plans de restructuration (Japon : - 13,5 %, Allemagne : - 4,5 %, Benelux : - 4,2 % et Italie : - 2,9 %). Compte tenu des évolutions concomitantes du PNB, le *résultat brut d'exploitation* (RBE) cumulé par pays présente des taux de croissance contrastés. En Allemagne et au Benelux, des progressions respectivement supérieures à 12 % et à 7 % ont été enregistrées. En Italie, le RBE est resté stable, tandis que le Japon affichait une baisse limitée de 1,8 %.

Les grandes banques espagnoles ainsi que les établissements suisses ont limité la hausse de leurs frais généraux (respectivement 2,1 % et 4,1 %). Les RBE se sont, de ce fait, accrus de 14 % et de près de 50 %.

Enfin, trois pays ont affiché des augmentations marquées de leurs charges d'exploitation (États-Unis : + 29,6 %, Royaume-Uni : + 13,2 % et France : + 12,3 %), en liaison avec l'intégration d'acquisitions réalisées par plusieurs groupes. Toutefois, compte tenu de la progression du PNB global, liée notamment à ces opérations, les RBE ont connu des hausses parfois significatives (+ 14,1 % pour les banques françaises, + 11,8 % pour les banques britanniques et + 2,7 % pour celles des États-Unis).

En 2004, le *coefficient net d'exploitation* (CNE) global par pays s'est amélioré partout, sauf aux États-Unis et au Royaume-Uni (respectivement + 5,5 points et + 0,3 point). À cet égard, on peut distinguer trois groupes de pays : ceux dont le CNE global est élevé, mais en recul régulier (Allemagne et Suisse, respectivement - 3 points et - 6 points pour l'exercice 2004, pour dépasser 74 %) ; ceux dont le CNE s'établit entre 60 % et 70 %, par ordre décroissant la France (67,7 %), le Benelux (66 %), les États-Unis (64,3 %) et l'Italie (64,1 %) ; enfin, ceux qui demeurent en deçà de 60 %, l'Espagne (50,6 %) et le Royaume-Uni (56,4 %).

I | 3 Le coût global du risque de crédit a encore diminué, mais des évolutions disparates ont été constatées

L'exercice 2004 a été marqué par une diminution des créances douteuses et par une nouvelle réduction du coût global du risque de crédit (- 35 %, après une baisse de près de 17 % en 2003). Naturellement, des évolutions disparates ont été observées en fonction des expositions au risque respectives des différents groupes bancaires.

Dans les pays à croissance économique soutenue, le niveau élevé d'endettement des ménages a pu inciter les établissements de crédit à maintenir leur couverture contre le risque de crédit. Ainsi, au Royaume-Uni, en

Espagne et aux États-Unis, les dotations globales aux provisions n'ont diminué que de, respectivement, 3,9 %, 4,6 % et 6,2 %, en liaison avec la demande de crédit toujours élevée des particuliers.

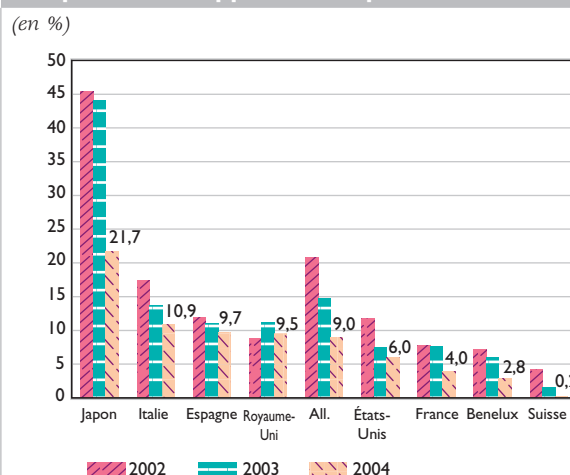
Au Japon, l'amélioration de l'environnement économique, et particulièrement de la situation financière des entreprises, ainsi que les mesures prises par les banques japonaises pour réduire leurs créances douteuses, conformément à la demande des pouvoirs publics, ont conduit à une réduction de 55 % des dotations aux provisions. Toutefois, la part du provisionnement dans le produit net bancaire reste la plus élevée de l'échantillon, à 21,7 %.

En Allemagne et au Benelux, la cession d'activités ou des opérations de restructuration ont permis la baisse des créances douteuses et du provisionnement, qui a reculé dans chacun de ces pays de 39,3 % et 53,1 %. En Suisse, la réduction a même atteint 84,6 %, plaçant le coût du risque par rapport au PNB à un niveau extrêmement bas (0,2 %), tandis que le Benelux et l'Allemagne affichaient, respectivement, 2,8 % et 9,0 % pour ce ratio.

Après un exercice 2003 marqué par des dotations élevées liées principalement aux difficultés de grands groupes industriels, les groupes bancaires italiens ont globalement réduit de 21 % leur provisionnement, celui-ci représentant une part toujours importante du PNB (10,9 %).

Pour ce qui concerne les banques françaises, la baisse du coût du risque de crédit a atteint 41 %. Elle s'est concentrée sur les activités de banque de financement et d'investissement, les groupes les plus tournés à l'international étant les plus concernés. En revanche, la banque de détail n'a connu qu'une faible diminution, due essentiellement aux activités de services financiers sur des marchés étrangers où le coût du risque est plus élevé. Au total, la part des dotations nettes aux provisions s'est établie à 4 % du PNB.

Graphique 3 Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire



Source : Bankscope

En conséquence, les résultats d'exploitation ont connu des améliorations, la progression globale de l'échantillon s'élevant à 26 %. Pour ce qui concerne le résultat courant avant impôt, qui prend principalement en compte les opérations sur les immobilisations financières (plus-values nettes de cession, dotations aux provisions), l'impact de ces dernières s'est avéré négatif dans trois pays (Japon - 6,1 milliards d'euros, Allemagne - 4,1 milliards, Espagne - 2,4 milliards).

I | 4 La rentabilité s'est améliorée dans tous les pays

Le résultat net global s'est inscrit en hausse marquée

Au final, le *résultat net* de l'ensemble des groupes de l'échantillon s'est globalement accru de plus de 33 %. Tous les pays ou groupes de pays sous revue ont affiché un résultat net positif.

Résultat net cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2003 (a)	2004 (a)	Taux de croissance (b)
Allemagne	- 4,9	1,5	-
Benelux	13,3	17,3	30,1
Espagne	8,5	9,6	13,2
États-Unis	41,0	38,9	4,3
France	10,7	14,1	32,0
Italie	4,6	6,6	45,3
Japon	- 5,6	4,5	-
Royaume-Uni	26,6	30,4	12,2
Suisse	5,8	10,2	79,1
Total	100,0	133,1	33,1

(a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros

(b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Sources : Bankscope, Secrétariat général de la Commission bancaire

L'Allemagne et le Japon sont passés d'un déficit à un bénéfice net, même si un groupe allemand et deux groupes japonais ont clos l'exercice 2004 sur une perte nette.

La Suisse affiche une hausse particulièrement élevée (79,1 %), tandis que l'Italie, la France et le Benelux ont enregistré des progressions respectives de 45,3 %, 32,0 % et 30,1 %.

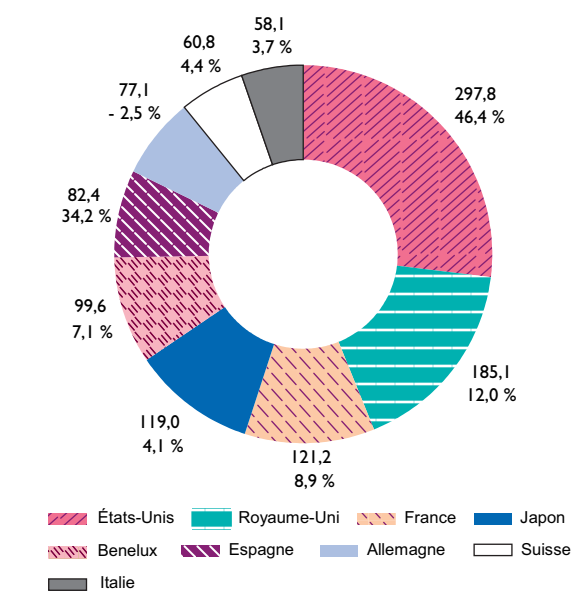
Enfin, compte tenu notamment d'une diminution moindre du risque de crédit ou de l'existence de charges exceptionnelles pour certains groupes, le résultat net cumulé des principaux groupes bancaires en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis s'est inscrit en hausse plus modérée.

Les capitaux propres se sont globalement accrus de façon significative

Pour ce qui concerne les *capitaux propres*, à la fin de 2004, une augmentation globale de 14,5 % était constatée, à 1 101,2 milliards d'euros. Les grands groupes des États-Unis et ceux du Royaume-Uni détenaient, respectivement, 27,0 % et 16,8 % du montant total, avec des progressions annuelles respectives de 46,4 % et 12,0 % (en monnaie nationale).

Graphique 4 Répartition et évolution des capitaux propres à la fin de 2004

(encours en milliards d'euros, évolution en %)



La France et le Japon se situaient à un niveau sensiblement égal (soit 11 % du total), le système bancaire japonais ayant connu un rythme de croissance moins élevé (+ 4,1 %, contre + 8,9 %), compte tenu notamment du remboursement de fonds publics par plusieurs groupes.

Les grandes banques du Benelux constituaient 9 % de l'ensemble, avec une progression de 7,1 %. Grâce à une augmentation de 34,2 %, les capitaux propres des groupes espagnols atteignaient 7,5 % de l'ensemble. Enfin, les groupes allemands, suisses et italiens ont vu leur position s'éroder à, respectivement, 7,0 %, 5,5 % et 5,3 %, en raison de taux de progression moins favorables (- 2,5 %, 4,4 % et 3,7 %).

Les coefficients de rentabilité moyens ont augmenté dans la plupart des pays

En termes de *coefficient de rentabilité* (ratio bénéfice net global/capitaux propres) pour l'exercice 2004, les grandes banques du Benelux se sont avérées les plus rentables (20,7 %), devant les banques suisses et celles du Royaume-Uni (17,8 % et 17,3 %). Celles des États-Unis et d'Espagne affichent des ratios avoisinant 14 %, les françaises et les italiennes, 12 %. Enfin, les coefficients de rentabilité les plus bas proviennent du Japon et de l'Allemagne.

Coefficient de rentabilité moyen des cinq principaux groupes bancaires

(en %)

	2003	2004
Benelux	16,2	20,7
Suisse	10,2	17,8
Royaume-Uni	17,7	17,3
États-Unis	17,2	14,2
Espagne	15,3	13,8
France	11,4	12,5
Italie	9,2	12,1
Japon	- 5,4	3,7
Allemagne	- 6,7	2,1

Sources : Bankscope, Secrétariat général de la Commission bancaire

Il convient toutefois de noter qu'en tendance plus longue (moyenne sur les sept dernières années), les banques britanniques ont enregistré la meilleure performance, avec un ratio moyen de 17 %, devant celles du Benelux (16 %), celles des États-Unis (15,4 %) et celles d'Espagne (14,4 %). Compte tenu de résultats annuels fluctuants, les banques suisses n'affichent qu'un ratio moyen de 10,4 %, tandis que les banques françaises et italiennes se situent à des niveaux légèrement inférieurs (respectivement 11,8 % et 10,4 %). Enfin, le coefficient de rentabilité moyen des grands groupes allemands s'améliore (3,8 %) et celui des japonais est largement négatif (- 11,6 %).

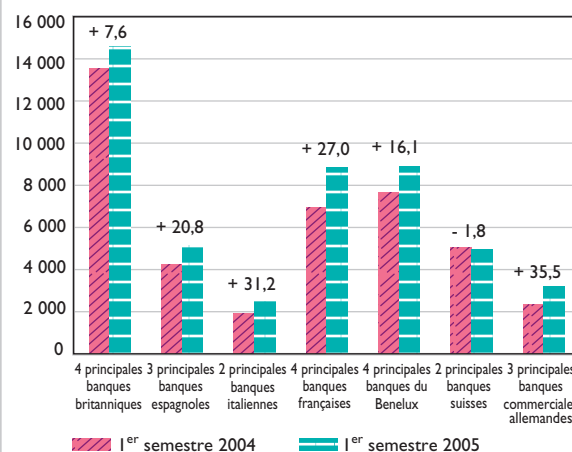
2| De bons résultats pour les banques européennes au premier semestre 2005, mais des risques potentiels en hausse

2| I Un environnement économique incertain et un contexte comptable en mutation

Si les établissements bancaires européens ont bénéficié d'un contexte mondial toujours porteur, la conjoncture européenne s'est révélée relativement décevante à ce jour². En outre, les dernières prévisions du FMI tablent sur un ralentissement de la croissance mondiale, à 4,3 %, contre 5,1 % en 2004, avec un taux de croissance limité à 1,2 % pour la zone euro, 1,5 % en France et 1,9 % pour le Royaume-Uni, contre,

Graphique 5 Résultat net part du groupe des principales banques européennes

(en millions d'euros, variation en %)



Source : Données des établissements

respectivement, 2,0 % en zone euro comme en France et 3,2 % au Royaume-Uni en 2004. L'environnement de marché s'est caractérisé par la conjonction d'éléments contrastés pour l'activité bancaire, avec une tendance à l'aplatissement de la courbe des taux, une légère remontée du dollar contre l'euro et le maintien des cours du pétrole à des niveaux élevés, alors que la bourse enregistrerait une performance solide, pour ce premier semestre (début juillet 2005 : +11,6 % pour le CAC 40, contre une performance annuelle de 7,4 % en 2004).

Par ailleurs, la première application des normes IFRS complètes au premier semestre 2005 a introduit des éléments de variation spécifiques qui rendent l'analyse des comptes des banques délicate. Il convient de souligner, à ce titre, qu'une certaine hétérogénéité a été observée entre établissements dans la présentation des évolutions sur base annuelle³.

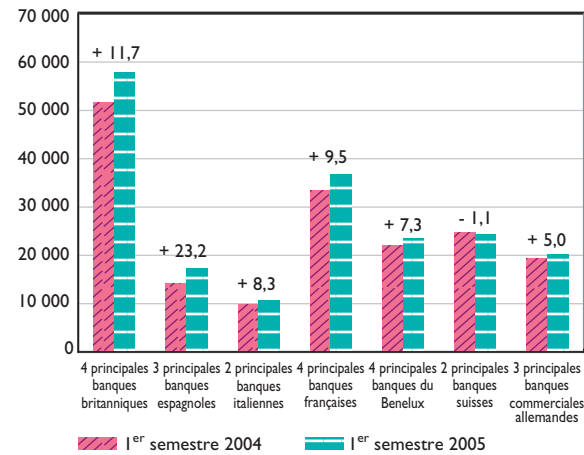
Sous cette réserve, il semble que les tendances observées en 2004 continuent d'être à l'œuvre en 2005. Les groupes de l'échantillon ont ainsi affiché une progression moyenne de leur résultat net de 15 % par rapport au premier semestre 2004, à 45,9 milliards d'euros. Seuls deux grands groupes (Dexia et Crédit Suisse) ont présenté une baisse de leur résultat net, pour des motifs exceptionnels.

² Taux de croissance en glissement annuel pour le deuxième trimestre 2005 : 1,1 % pour la zone euro, 1,3 % en Union européenne et en France, contre 3,6 % aux États-Unis (sources nationales, Eurostat)

³ Présentation des résultats semestriels 2004 pro forma avec application rétroactive de toutes les normes IFRS appliquées en 2005 pour les groupes suivants (Royal Bank of Scotland, HSBC, Fortis, BBVA, La Caixa, BNP Paribas, groupe Crédit agricole), application partielle des normes IFRS (hors IAS 32-39, notamment) pour le premier semestre 2004 pour les groupes suivants (Lloyds TSB, Barclays, ING, Commerzbank, Société générale, groupe Banque populaire)

Graphique 6 Produit net bancaire des principales banques européennes

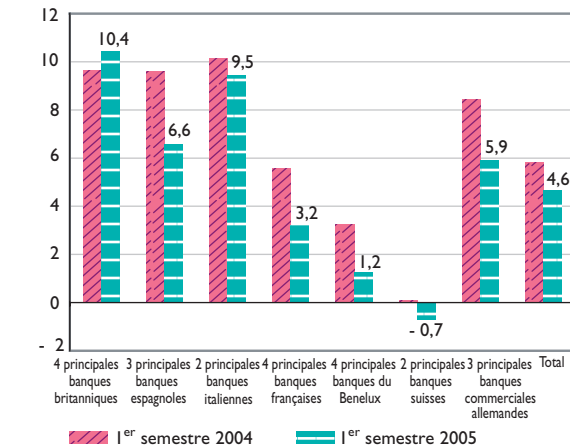
(en millions d'euros, variation en %)



Source : Données des établissements

Graphique 7 Coût du risque rapporté au produit net bancaire

(en %)



Source : Données des établissements

Cette progression des résultats a été provoquée par une croissance des revenus en moyenne de 8,3 %, mais également par la poursuite de la baisse du coût du risque, en retrait de 15 % par rapport au premier semestre 2004 sur l'échantillon. *Le coût du risque représente désormais en moyenne 5,9 % du PNB, contre 7 % au premier semestre 2004.* Cette forte baisse continue de s'appliquer prioritairement aux activités de banque de financement et d'investissement et résulte même, pour la première fois ce semestre, de reprises nettes de provisions pour certains groupes.

2 | 2 Une hausse générale de la rentabilité liée à l'augmentation des volumes et au faible effort de provisionnement

Si les situations des banques françaises, belges et espagnoles s'inscrivent dans la continuité de 2004, les établissements britanniques connaissent une légère dégradation, alors que les établissements suisses, allemands et italiens se redressent.

Les banques britanniques sont les seules de l'échantillon à avoir enregistré une hausse nette significative du coût du risque, à 10,4 % du PNB au premier semestre 2005, contre 9,6 % au premier semestre 2004. Cette situation résulte notamment de la conséquence directe de la hausse des taux directeurs entamée depuis la fin de 2003 (de 3,75 % à 4,75 % au cours de l'année 2004) sur la qualité des actifs bancaires (crédits aux ménages). Le dernier rapport de la Banque d'Angleterre a notamment mis en évidence la forte proportion de pertes liées aux encours de cartes de crédit ou aux prêts personnels, traduisant, dans les faits, le scénario annoncé dès février 2005 par la Financial Services Authority (FSA) de répercussion sur les crédits les moins sécurisés des difficultés rencontrées par les ménages dans le remboursement des prêts immobiliers.

Les principales banques espagnoles, toujours classées parmi les meilleures en termes de rentabilité, ont continué de percevoir les effets positifs d'une économie en croissance forte, avec des concours bancaires principalement alimentés par la croissance de l'immobilier. Par ailleurs, les grands groupes ont bénéficié de la reprise de crédits en Amérique latine et d'une diversification géographique croissante des revenus, avec notamment l'intégration d'Abbey National dans les comptes de Santander Central Hispano à partir de janvier 2005. Ce changement de dimension des bilans s'est effectué sans dégradation notable des coefficients d'exploitation, ceux-ci se classant toujours parmi les plus faibles de l'échantillon. Le maintien du coût du risque à un niveau relativement élevé reflète plutôt les prescriptions de la Banque centrale en matière de couverture statistique du risque de crédit, maintenues lors du passage en normes IFRS, que d'une dégradation de la qualité des actifs.

Les banques françaises ont affiché de très fortes progressions des résultats nets (un peu moins de 30 % par rapport au premier semestre 2004), toujours en grande partie liées à une réduction des charges (en particulier du coût du risque, en baisse de 37 %) mais aussi tirées par la croissance des encours d'actifs pondérés⁴ et des revenus (PNB en hausse de plus de 9 %). Le maintien de revenus élevés dans les services financiers spécialisés et le réseau à l'international, conjugué à l'essor des activités de gestion d'actifs, et la reprise de certaines activités de banque de financement et d'investissement ont permis de compenser un moindre dynamisme des revenus en banque de détail sur le marché national ou dans certaines activités de banque de gros (*trading*, obligataire). La baisse du coût du risque semble désormais avoir atteint un pallier, à 3,2 % du PNB, contre 5,6 % au premier semestre 2004, soit l'un des plus bas niveaux de l'échantillon des pays étudiés (avec les pays du Benelux et la Suisse en situation de reprise nette de provisions).

Les établissements du Benelux ont des profils comparables à ceux des établissements français, avec une croissance du PNB de 7,3 % assise sur des revenus diversifiés en provenance de la banque de détail, la gestion d'actifs et des activités d'assurance. Ils ont affiché au premier semestre 2005 de bons résultats, témoignant de leur capacité de résistance dans un contexte économique national déprimé⁵. La croissance des résultats nets s'est nourrie principalement des opérations de diversifications géographiques menées antérieurement et de la forte baisse du coût du risque dans les activités de gros menées à l'international (États-Unis pour ABN Amro et ING). La stratégie de diversification de ses sources de revenus menée par ABN Amro (présent aux États-Unis, au Brésil, en Asie) s'est récemment poursuivie par l'acquisition en cours de la neuvième banque italienne, Banca Antonveneta, alors qu'elle détient également 9 % de la quatrième banque Capitalia. ING a présenté également des résultats en forte croissance, se recentrant sur les activités de banque de détail, jugées plus rentables que les activités de gros, notamment à partir de sa filiale de vente directe par internet. En dépit d'un environnement hautement concurrentiel sur les marges, ING Direct a réussi, en juillet dernier, à abaisser les niveaux de taux offerts sur ses comptes d'épargne en France, Allemagne, Italie et

Royaume-Uni, sans enregistrer de retrait massif. Les annonces récentes d'offre d'acquisition sur Dexia (de la part de Sanpaolo IMI, puis de Fortis) témoignent de la recherche d'une assise plus solide pour certains groupes moyennement capitalisés.

Les établissements suisses se sont caractérisés par une forte volatilité des revenus. Ils ont enregistré une stagnation des résultats nets, principalement liée aux difficultés rencontrées dans l'activité de banque de financement et d'investissement, alors que le marché de la gestion de fortune s'est redressé. La charge nette du risque est même devenue, pour les deux établissements, un revenu net pour la première fois ce semestre et ce, en dépit de nouvelles provisions passées par Crédit Suisse pour l'affaire Enron.

Les établissements bancaires allemands et italiens, bien qu'en progrès, se situent toujours en retrait par rapport à leurs homologues européens en termes de rentabilité.

Le système bancaire allemand est toujours confronté à des problèmes structurels de concentration insuffisante⁶, de faiblesse des revenus, dans un contexte économique morose⁷, malgré un redressement opéré par rapport à 2003 et 2004. Le résultat d'exploitation s'est amélioré, sous l'effet d'une forte diminution de la charge du risque parallèlement à un allègement du montant des créances douteuses. Confrontées à une insuffisance de rentabilité récurrente sur leur marché national, les banques allemandes paraissent en net retrait dans les initiatives récentes d'expansion internationale des grands groupes de l'Union européenne.

Les résultats des banques italiennes se sont améliorés en 2005, sous l'effet principalement d'une hausse du PNB, conjuguée à une croissance modérée de la charge du risque. La charge du risque rapportée au PNB demeure toutefois élevée (9,5 %), les banques italiennes étant relativement plus orientées vers le financement des entreprises que vers celui des ménages. La banque de détail y est, en effet, relativement peu développée, le niveau d'endettement des ménages se situant bien en deçà du niveau moyen européen. Cette configuration a attiré ce semestre l'intérêt de deux banques étrangères (ABN Amro et Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)

⁴ Hausse des risques pondérés de 12,7 % à la Société générale entre juin 2004 et juin 2005, à 234,4 milliards d'euros, et de 12 % entre le 31 décembre 2004 et le 30 juin 2005, à 363 milliards, pour BNP Paribas

⁵ Prévisions de croissance pour 2005 de 0,7 % aux Pays-Bas et 1,2 % en Belgique (source : FMI)

⁶ Les banques allemandes emploient à elles seules autant de collaborateurs que les secteurs bancaires italien et français réunis.

⁷ Prévisions de croissance pour 2005 de 0,8 % en 2005 (source : FMI)

pour l'acquisition de, respectivement, Antonveneta et Banca Nazionale del Lavoro (BNL)). Si BBVA a connu un échec, ABN Amro devrait en définitive parvenir à mener à bien cette acquisition.

2|3 Des risques potentiels à couvrir

Dans un environnement conjoncturel moins favorable, les établissements bancaires européens, en dépit des bons résultats affichés à mi-parcours, demeurent confrontés au défi représenté par le maintien de la croissance de leurs revenus dans un cadre nécessitant la couverture de risques de plus en plus complexes et diversifiés.

Pour l'année en cours, les principaux groupes bancaires européens, contraints par la pression concurrentielle et l'environnement actuel de taux à maintenir leurs marges dans des bornes étroites, devraient faire preuve d'une agressivité commerciale accrue dans les activités banalisées en direction des entreprises ou des particuliers. L'enquête périodique menée par la Banque centrale européenne sur les conditions d'octroi des crédits dans la zone euro confirme cette tendance, avec la constatation de pressions à la baisse sur les marges dans les activités de banque de détail (crédit logement aux particuliers), mais également dans la banque de gros (crédits syndiqués aux entreprises bénéficiant des meilleures notations). La montée des risques est d'ailleurs déjà perceptible dans les comptes des banques britanniques, en avance dans le cycle économique. Différents indicateurs permettent également d'anticiper une remontée du risque entreprises dans les prochains mois⁸, compte tenu notamment du maintien à un niveau élevé du prix du pétrole et de ses répercussions sur les comptes des entreprises.

En parallèle, la diversification des revenus se traduit par des prises de position sur des segments de marché étroits (produits structurés, CDOs – *Collateralised Debt*

Obligations – en particulier), potentiellement soumis aux risques d'illiquidité, mais comparativement plus rémunérateurs. Le développement rapide des financements à effet de levier (*Leverage Buy-Out*) et du *private equity* témoigne également de cette prise de risque croissante.

Les gains de revenus passent également par la prise de position sur des marchés bancaires en forte croissance dans des pays sous-bancarisés et risqués (cf. développements en Chine) ou par des mouvements de consolidations de plus grande envergure en Europe (cf. encadré en annexe sur les mouvements de restructuration).

Il en résulte la nécessité pour les établissements bancaires européens de préserver un niveau de fonds propres adéquat et une couverture des risques satisfaisante. Or, si la baisse des ratios de *Tier one*, constatée dans la plupart des grands groupes bancaires européens en juin 2005, peut être attribuée, pour une part marginale, au passage aux normes IFRS, elle témoigne surtout d'une hausse significative des risques pondérés. Par ailleurs, la baisse du provisionnement pour le risque de crédit spécifique paraît avoir atteint ses limites pour de nombreux groupes bancaires. À titre d'illustration, les agences de notation, toujours très favorables au secteur bancaire européen, ont relevé ce semestre une croissance du nombre de dégradations de notation dans le secteur bancaire européen.

Les récents messages de superviseurs ou de banquiers centraux en faveur d'un meilleur contrôle des risques potentiels dans des activités aussi diverses que les crédits structurés, les relations avec les fonds spéculatifs (*hedge funds*) ou même l'immobilier aux États-Unis témoignent de la vigilance portée aux conditions de maintien de la rentabilité affichée par les grands groupes bancaires.

⁸ Selon la société d'assurance crédit Euler-Hermès SFAC, les défaillances d'entreprises devraient s'établir à 51000 unités en France cette année, soit une progression de 5 %, contre, respectivement, + 1,5 % en 2004 et + 11,3 % en 2003. L'agence Fitch (rapport du 21 septembre 2005 sur l'activité de rating) perçoit une remontée du risque entreprises aux États-Unis pour les prochains trimestres.

ANNEXE I

Les opérations de rapprochement bancaire depuis le début de 2004

Mouvements de concentration bancaire au niveau national

En France, le groupe Caisse d'épargne, qui avait acquis en 2003 la filiale française du groupe italien Sanpaolo IMI, est devenu le troisième acteur du secteur bancaire grâce à l'opération « Refondation » à la mi-2004, principalement grâce à l'acquisition de la compagnie financière Eulia et de CDC Ixis, auparavant détenues en commun avec la Caisse des dépôts et consignations. Parallèlement, le groupe a restructuré ses lignes de métier, notamment en organisant sa banque de financement et d'investissement autour d'Ixis Corporate Investment Bank et son pôle immobilier autour du Crédit foncier de France.

Dans le prolongement de la prise de contrôle en 2003 du groupe Crédit Lyonnais par le groupe Crédit agricole, des regroupements d'entités par lignes de métiers ont été réalisés. Le plus notable, en 2004, a été le rapprochement des activités de banque de financement et d'investissement au sein de Calyon. Des regroupements se sont poursuivis dans le crédit à la consommation, le crédit-bail et l'affacturage en 2005.

Par ailleurs, au début de 2005, BNP Paribas, premier acteur du crédit à la consommation en Europe *via* Cetelem, a renforcé sa position dans ce secteur en France en signant un accord de contrôle conjoint de Cofinoga avec le groupe Galeries Lafayette.

En Allemagne, la levée, le 19 juillet dernier des garanties d'État sur les *Landesbanken*, en se traduisant pour quatre des douze établissements par la perte de leur indépendance, devrait favoriser un mouvement de consolidation interne. Toutefois, le maintien de barrières réglementaires à l'acquisition de banques publiques par des banques privées limite la portée de cette mesure sur d'éventuels mouvements de restructurations. Quelques regroupements ont toutefois eu lieu entre *Landesbanken* et caisses d'épargne.

Aux États-Unis, après le rachat de Fleet Boston par Bank of America à la fin de 2003, une nouvelle opération de très grande envergure est intervenue, avec le rapprochement, début 2004, de JP Morgan Chase et

de Bank One. Celui-ci a conduit à la constitution du deuxième groupe bancaire du pays. Depuis, d'autres opérations sont intervenues, d'ampleur moindre mais parfois significative, comme l'acquisition par Wachovia d'Alabama South Trust. Enfin, depuis le début de 2005, plusieurs rachats d'émetteurs indépendants de cartes bancaires ont été conclus, le plus important étant celui de MBNA, premier acteur mondial du secteur, par Bank of America en juin 2005.

Au Japon, les groupes Mitsubishi Financial Group et UFJ, respectivement deuxième et quatrième groupes nationaux en termes d'actifs, ont annoncé leur rapprochement à la mi-2004, en dépit d'actions juridiques lancées par leur concurrent Sumitomo. Les deux banques, aux activités et implantations complémentaires, devraient réaliser plus de 30 % des prêts aux particuliers et aux PME du Japon et constituer le plus grand groupe bancaire mondial en termes de total de bilan. La nouvelle entité, MUFJ, devrait entrer en activité en 2006.

Des opérations transfrontalières d'envergure en Europe

À l'automne 2004, la réussite de l'offre publique d'achat de l'espagnol Santander Central Hispano sur le britannique Abbey National a relancé les réflexions sur l'opportunité de nouveaux rapprochements transfrontaliers à grande échelle en Europe. Toutefois, les systèmes bancaires nationaux présentent encore de fortes disparités juridiques, fiscales et culturelles, particulièrement en banque de détail. À cet égard, le système bancaire italien a bien illustré les évolutions possibles. Un accord a été trouvé en juin 2005 pour la reprise du deuxième groupe bancaire allemand, HypoVereinsbank, par le deuxième groupe italien, UniCredit. Les deux partenaires étant particulièrement bien placés en Europe de l'Est, c'est un acteur majeur qui devrait s'affirmer dans cette région à fort potentiel commercial. Les discussions entre le groupe italien Sanpaolo IMI et Dexia n'ont finalement pas abouti, ainsi que la tentative d'offre publique d'achat de BBVA sur BNL, tandis qu'ABN Amro a finalement réussi à prendre le contrôle de Banca Antonveneta.

De manière plus ciblée, des opérations d'acquisition ont été réalisées en Europe dans le cadre du développement d'un métier. Ainsi, le groupe suisse UBS a poursuivi l'absorption des activités de ses concurrents dans la gestion de fortune dans plusieurs pays. Dans la gestion d'actifs, à la mi-2005, Banca Intesa et son principal actionnaire, Crédit agricole SA, ont fusionné leurs activités en Italie. Dans le domaine du crédit à la consommation, la Société générale a réalisé depuis fin 2004 quatre prises de contrôle en Allemagne, en Italie, en Russie et en Pologne.

Enfin, les participations croisées entre groupes bancaires tendent à se défaire, à l'instar des cessions par la Société générale et Royal Bank of Scotland des titres détenus au capital de SCH.

Des politiques d'acquisitions ciblées sur des marchés porteurs

La fragmentation encore importante du système bancaire aux États-Unis a incité des groupes étrangers à poursuivre leur implantation. Ainsi, des banques britanniques ont conclu des rapprochements significatifs depuis 2003. Après l'acquisition d'Household (crédit à la consommation et à l'habitat) en 2002, HSBC a acquis Metris, le onzième émetteur de cartes de crédit, à la mi-2005. Parallèlement, en 2004, Royal Bank of

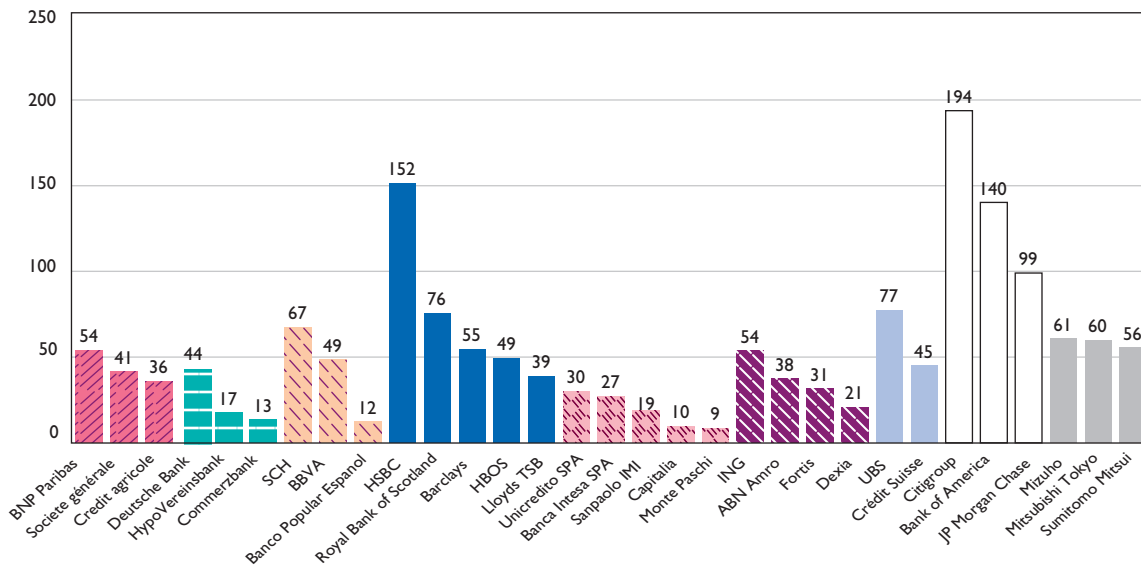
Scotland a renforcé sa position en prenant le contrôle de plusieurs établissements régionaux, particulièrement Charter One *via* sa filiale Citizens, qui devrait ainsi devenir l'une des dix premières banques du pays. Pour sa part, BNP Paribas, déjà bien implantée dans l'ouest du pays *via* sa filiale Bancwest, a consolidé sa part de marché en banque de détail dans la région, tout en se positionnant sur le marché en fort développement de la multigestion. Enfin, bien implanté au Mexique, le groupe espagnol BBVA a entrepris son développement dans le sud des États-Unis.

Sur les marchés émergents, l'Asie a suscité de nouveaux investissements, en liaison avec les processus de libéralisation mis en place à l'égard des capitaux étrangers, notamment en Chine, en Inde et en Corée du Sud. Ainsi, les banques anglo-saxonnes sont apparues les plus dynamiques, avec, en particulier, des acquisitions en Chine, soit dans de grandes banques d'État (HSBC, Bank of America, RBoS), soit dans des banques régionales (Citigroup). D'autres groupes semblent avoir choisi ce second type d'opération (ING, Deutsche Bank, BNP Paribas...).

De la même façon, la Turquie, dont le système bancaire fait l'objet d'une importante réforme, a suscité les investissements de grandes banques étrangères, comme BNP Paribas, UniCredit et Fortis depuis le début de l'année 2005.

Capitalisation boursière au 27 septembre 2005

(en milliards d'euros)



Source : Reuters

ANNEXE 2

Méthodologie

Exercice 2004

Sélection des banques

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 2004 de chacun des neuf pays et groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (*Tier 1*), au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « *ratio Cooke* »), d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 2005. Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

Allemagne : Deutsche Bank, Bayerische HypoVereinsbank, Dresdner Bank, Commerzbank, Landesbank Bade-Württemberg ;

Benelux : ABN Amro, ING, Rabobank, Fortis, Dexia ;

Espagne : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid, Banco Popular Español ;

États-Unis : Citigroup, Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co, Wells Fargo & Co, Wachovia Corporation ;

France : BNP Paribas, Crédit agricole SA, Société générale, groupe Caisse d'épargne, groupe Banque populaire ;

Italie : Banca Intesa, UniCredit, Sanpaolo IMI, Capitalia, Banca Monte dei Paschi di Siena ;

Japon : Mitsubishi Tokyo Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group, Mizuho Financial Group, UFJ, Resona ;

Royaume-Uni : HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, HBOS, Lloyds TSB ;

Suisse : UBS, Crédit Suisse, Zürcher Kantonalbank, Schweizer Verband des Raiffensbanken, EFG Bank European Financial Group.

La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude porte sur les comptes de résultats consolidés des exercices 2003 et 2004, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les banques japonaises qui arrêtent leurs comptes au 31 mars. Les données sont issues de la base Bankscope. Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données des pays hors zone euro ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs, et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats. Naturellement, les pourcentages de variation d'une année à l'autre, ainsi que les ratios de rentabilité, ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

Premier semestre 2005

Pour le premier semestre 2005, les analyses reposent sur les données publiées par un échantillon de groupes bancaires européens.

Allemagne : Deutsche Bank, Bayerische HypoVereinsbank, Commerzbank ;

Benelux : ABN Amro, ING, Fortis, Dexia ;

Espagne : SCH, BBVA, La Caixa ;

France : BNP Paribas, groupe Crédit agricole, Société générale, groupe Banque populaire ;

Italie : Banca Intesa, UniCredit ;

Royaume-Uni : HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds TSB ;

Suisse : UBS, Crédit Suisse.